

<http://lipietz.net/Accueil-et-presentation-du-debat>

Crise des banlieues, rapport aux services publics : les
réponses du tiers secteur

Accueil et présentation du débat

- Député européen (Verts, France) - Mes initiatives - Crise des banlieues, rapport aux services publics : les réponses du tiers secteur -



Date de mise en ligne : lundi 6 février 2006

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Vous pouvez consulter [l'ensemble du programme](#).

A travers la discussion qui s'ouvre aujourd'hui, nous souhaitons avancer dans une réflexion commune sur les réponses à apporter à la crise révélée par les émeutes de novembre. Naturellement, les Verts entendent participer activement à cette réflexion. Les racines de ces événements ont été largement évoquées dans la presse. Elles recouvrent notamment :

- ▶ la déchirure sociale ;
- ▶ l'école qui ne sait plus tenir son rôle ;
- ▶ le blocage de l'ascenseur social qui empêche une grande partie des jeunes de banlieue de trouver des débouchés vers le haut et de s'insérer dans le monde du travail ;
- ▶ les problèmes plus spécifiques aux enfants issus de l'immigration, et particulièrement celle venue des ex-colonies.

Je suis moi-même issu de l'immigration mais, avec le temps, les immigrations polonaises, italiennes, espagnoles, portugaises et belges se fondent dans le paysage, ce qui n'est pas le cas de celles en provenance de nos anciennes colonies.

Ces problèmes considérables nécessitent une discussion approfondie, qui ne peut être distinguée de notre sujet de ce soir. Cependant, j'ai préféré centrer le débat sur la question du rapport au service public. Dans ce cadre, nous évoquerons notamment le cas de la police car il convient de rappeler que c'est un incident policier qui a constitué l'une des causes immédiates des émeutes. Ce n'est d'ailleurs guère surprenant et illustre parfaitement les problèmes qui existent entre la population des banlieues et les institutions qui se présentent comme "au service du public".

Un tel constat est particulièrement préoccupant pour les Verts. En effet, nous considérons que le renforcement des services publics est nécessaire pour améliorer la situation dans notre société. C'est même l'une des toutes premières composantes de ce que nous appelons « améliorer l'environnement et la qualité de vie ». L'objectif est de permettre aux habitants, qu'ils soient citoyens ou non, de vivre mieux, de façon plus autonome et plus solidaire, et de renforcer le lien social en développant les institutions.

Or c'est précisément la représentation physique de ces institutions (les écoles, les Maisons Pour Tous, les gymnases, etc.) qui a été l'une des cibles privilégiées des émeutes. Face à cette situation, une des explications angéliques, et partiellement vraie, a consisté à dire que les émeutiers ont brûlé ce qui leur tombait sous la main : des poubelles, des voitures et des bâtiments publics. A l'inverse d'Alain Finkielkraut, l'éditorialiste de Politis Denis Sieffert estime qu'en incendiant des écoles, les émeutiers n'ont pas voulu affirmer leur rejet de l'enseignement et de la culture. Ou bien il faudrait considérer qu'en brûlant des voitures et des autobus, ils auraient cherché à montrer leur opposition aux transports individuels et collectifs ! En réalité, ils ont brûlé ce qu'ils avaient sous la main, comme le reconnaissait un jeune de Toulouse.

Ceci explique une grande partie de ces actes. Néanmoins, il serait insuffisant de s'en tenir là. Il existe en effet un contentieux réel entre la population et les services publics ou les services au public auxquels nous, les Verts, dans notre militantisme et dans notre travail institutionnel (beaucoup d'entre nous sont maires adjoints), nous tenons beaucoup. Une grande partie de l'action que nous pouvons mener en tant que parti politique consiste, une fois élus, à augmenter les budgets et à renforcer les services publics pour changer les politiques publiques. Nous militons dans les conseils municipaux pour développer les services publics dans ces banlieues et ne pas les laisser à

l'abandon. C'est pour nous un déchirement que de les voir incendiés au même titre que les voitures individuelles. Nous avons donc cherché à savoir pourquoi les services au public et les institutions de la République ne sont pas perçus par ces jeunes comme une source de protection contre un monde hostile mais, au contraire, comme les représentants de ce monde qu'ils détestent et contre lequel ils se révoltent.

Pour avancer sur ce problème, nous avons réuni un certain nombre d'intervenants.

Joëlle Bordet est psychosociologue et auteur de l'ouvrage *Les jeunes et la cité*. Elle est ou a été animatrice et consultante auprès de plusieurs municipalités de banlieues. Elle a travaillé ou travaille encore, dans le cadre d'un groupe de réflexion de la Fondation Copernic, avec des magistrats, des éducateurs et des élus qui ont anticipé la crise des banlieues puis essayé d'en tirer le bilan. Elle resituera les événements et la réponse que la droite leur apporte et elle évoquera quelques-unes des propositions que pourraient développer les forces progressistes.

Gérard Greneron est secrétaire général du Conseil Européen des Syndicats de Police. Il n'est pas partisan du « tout répressif ». Institution régalienne, la police a été au front pendant les émeutes et il est légitime de l'interroger sur son rôle éventuel dans une voie alternative qui reste à déterminer.

Nous aborderons ensuite divers éléments de réponse. Les Verts estiment qu'à côté des grands services publics, qu'ils soient organisés en réseau ou régaliens, il y a la place, dans une société plurielle, pour un secteur associatif et coopératif, que nous appelons le tiers secteur ou l'économie sociale et solidaire. Ce secteur est subventionné par les collectivités ou la puissance publique à la mesure des services qu'il rend à la communauté.

J'ai à ce titre invité Mounira Mehiri qui fut animatrice de *Partenaires pour la Ville* à Saint-Denis et est aujourd'hui administratrice de *Profession Banlieue*. *Partenaires pour la Ville* a vu le jour en même temps que la création des emplois jeunes. Je rappellerai qu'une partie importante des missions attribuées à ces jeunes a consisté en des actions de médiation. C'est précisément le rôle que *Partenaires pour la Ville* a été amené à jouer pour de grands services publics, comme la RATP, SNCF, EDF ou encore des bailleurs sociaux. En effet, ces services doivent naturellement assumer leurs missions dans les quartiers sensibles mais, en tant que représentants des Institutions, ils deviennent de fait une cible, ce qui rend indispensable ce type de médiations.

Le tiers secteur peut fournir directement des services à la communauté. Il ne s'agit pas de services en réseau. Il n'est pas question d'imposer un statut des coopératives à la SNCF ou à la RATP, même si, dans des villes de petite et moyenne importance en Argentine, face à la débandade générale, à la privatisation et à la destruction de l'économie, ce sont des coopératives qui assurent notamment la distribution de l'eau.

Zinn-Din Boukhenaiissi a travaillé au sein de la Régie de Quartier de Meaux et est actuellement délégué général des Régies de Quartier. Dotée d'un statut associatif, la Régie de Quartier passe un contrat avec les bailleurs, les collectivités ou encore la population des cités d'habitat social pour y assurer des missions telles que l'entretien, la médiation et même la pacification (avec les ambassadeurs de nuit). Elle incarne la prise en main directe d'un service au public par une structure issue de l'associationnisme ouvrier du XIX^{ème} siècle : une solution qui, à nous écologistes, paraît offrir une solution très intéressante pour le XXI^{ème} siècle.

Chaque intervenant prendra la parole environ un quart d'heure. Ensuite, nous disposerons d'une heure et demie pour discuter.